

Bulletin sur l'insolvabilité

Insolvency Bulletin

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Issued by the office of the
Superintendent of Bankruptcy

Novembre 1990
vol. 10 n° 11

November 1990
Vol. 10 No. 11

Canada



Bulletin sur l'insolvabilité

Insolvency Bulletin

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Issued by the Office of the
Superintendent of Bankruptcy

Novembre 1990
vol. 10 n^o 11

November 1990
Vol. 10 No. 11



Consommateurs
et Sociétés
Canada

Consumer and
Corporate Affairs
Canada

BULLETIN SUR L'INSOLVABILITÉ

Publié par le
Surintendant des faillites,
Bureau des Corporations
et de la Politique législative,
Ministère des Consommateurs
et des Sociétés.

Le Bulletin sur l'insolvabilité a pour objectif de promouvoir la communication et de raffermir les liens entre le Bureau du Surintendant des faillites et les praticiens. Il s'adresse notamment aux syndics, juristes, registraires, comptables, gérants de crédit ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent aux domaines de la faillite et de l'insolvabilité.

Le Bulletin sur l'insolvabilité est publié et distribué gratuitement dix fois par année, les mois de juin, juillet et août étant regroupés dans un seul numéro.

Les opinions exprimées dans le Bulletin n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Bureau du Surintendant des faillites. La reproduction totale ou partielle des articles signés est interdite sauf consentement écrit de l'éditeur responsable.

Les demandes d'abonnement et toute correspondance doivent être adressées à l'éditeur responsable.

INSOLVENCY BULLETIN

Issued by the
Superintendent of Bankruptcy,
Bureau of Corporate Affairs
and Legislative Policy,
Department of Consumer
and Corporate Affairs.

The objective of the Insolvency Bulletin is to promote communication and strengthen ties between the Office of the Superintendent of Bankruptcy and insolvency professionals. The Bulletin is aimed particularly at trustees, jurists, registrars, accountants, credit managers and to those with a general interest in bankruptcy and insolvency.

The Insolvency Bulletin is a free publication, published ten times a year. It combines the months of June, July and August in one single issue.

The opinions expressed in the Bulletin are solely those of individual authors and may not reflect the policy of the Office of the Superintendent of Bankruptcy. Reproduction in whole or in part of signed articles is prohibited without permission in writing from the editor.

Subscription requests and all correspondence should be addressed to the editor.

Renseignements:

Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Francine Emery, Coordonnatrice/Coordinator
Henri Massüe-Monat, Éditeur responsable/Editor

For information:

Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

1-819-994-4760
1-819-997-3825

Table des matières

FAILLITE ET INSOLVABILITÉ

Jugement <i>Peat Marwick Thorne Inc. et Harold Alexander Crowe et al.</i>	353
Statistiques — mois d'août 1990	359
Adresse des bureaux du Surintendant des faillites	A-1
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse	A-2

Table of Contents

BANKRUPTCY AND INSOLVENCY

Judgment <i>Peat Marwick Thorne Inc. and Harold Alexander Crowe et al.</i>	353
Statistics — month of August 1990	359
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy	A-1
Notice to Publisher of Change of Address	A-2

JUGEMENT*

Peat Marwick Thorne Inc. et Harold Alexander Crowe et al.**

Cette cause concerne un appel interjeté par le syndic, en vertu de l'article 92 (4) de la Loi sur la faillite et de la Règle 48 des Règles régissant la faillite, au sujet de huit ordonnances de libération émises par le registraire de faillite pour la Division numéro deux. Bien que l'avis d'appel ait été signifié aux huit faillis et au registraire de faillite, ni les faillis ni le registraire n'étaient représentés. Le surintendant des faillites a invoqué l'article 5 (4) de la Loi sur la faillite pour obtenir des éclaircissements et des instructions de la part du tribunal.

Ces huit dossiers ont été regroupés sur ordonnance de la cour puisque le point en litige est exactement le même, soit le statut accordé aux remboursements d'impôt sur le revenu post-faillite.

Dans chacune de ces affaires, le failli, avant que ne soit présentée la requête d'ordonnance de libération, avait conclu avec le syndic un accord écrit comprenant les clauses suivantes :

(TRADUCTION) «3 (a). JE CONVIENS que tous remboursements d'impôt sur le revenu — y compris les éventuels crédits d'impôt pour enfants — reçus durant l'année civile de ma faillite (avant et après la faillite) constituent un actif de ma faillite au sens de l'article 47 (NDLR : maintenant l'article 67) de la *Loi sur la faillite*, soit comme bien détenu au moment de la faillite, soit comme bien futur, et

* Dans cette cause, la question est de savoir si le remboursement d'impôt sur le revenu du failli fait partie de l'actif à titre de salaire différé. Le Juge Roscoe de la Cour Suprême de la Nouvelle-Écosse analyse brièvement la **Directive 9R** du Surintendant des faillites en relation avec la loi et la jurisprudence applicables. Selon le présent jugement, si le débiteur cède son remboursement d'impôt au syndic pour le bénéfice de ses créanciers, cette cession serait valide et le remboursement ferait partie de l'actif de la faillite.

** Cour Suprême de la Nouvelle-Écosse, Halifax n°. 71670, le 14 juin 1990 (Roscoe, J.).

JUDGMENT*

Peat Marwick Thorne Inc. and Harold Alexander Crowe et al.**

This is an appeal by the Trustee in Bankruptcy from eight orders of discharge, made by the registrar in Bankruptcy for Division Number Two. The appeal is pursuant to s. 192 (4) of the Bankruptcy Act and Rule 48 of the Bankruptcy Rules. Personal service of the notice of appeal was effected on the eight bankrupts and the Registrar of Bankruptcy, however, no one appeared on behalf of the bankrupts or the Registrar. The Superintendent of Bankruptcy intervened in the proceeding pursuant to s. 5 (4) of the Bankruptcy Act for the purpose of seeking clarification and direction from the court.

The matters concerning the eight bankrupts were consolidated, by order of the court, since the issue in each case is exactly the same, that being the status of post bankruptcy income tax refunds.

In each of these matters the bankrupt entered into a written agreement with the Trustee prior to the application for the order of discharge, which agreement included the following clauses:

"3(a). I AM INFORMED that any and all Income Tax refunds, including Child Tax Credits where applicable, arising during the calendar year of my bankruptcy (being both pre and post-bankruptcy periods) are an asset(s) of my Estate pursuant to Section 47 (Note from the Editor: now Section 67) of the *Bankruptcy Act*, either as an asset upon bankruptcy or as an after-acquired asset for distribution in accordance with the *Bankruptcy Act*,

* The issue in this case is whether the income tax refund of a bankrupt is part of the estate or if it must be returned to the bankrupt as deferred wages. Judge Roscoe of the Supreme Court of Nova Scotia briefly examines **Directive 9R** of the Superintendent of Bankruptcy, as it relates to the applicable law and jurisprudence. According to the present order, if the debtor signed an assignment of the income tax refund to the trustee for the benefit of the creditors, such an assignment is valid and the refund becomes part of the bankrupt's estate.

** Supreme Court of Nova Scotia, Halifax, No. 71670, June 14, 1990, (Roscoe, J.).

j'accepte par la présente que tous ces remboursements soient remis au syndic.

3 (b). JE RECONNAIS que toutes avances sur le crédit d'impôt pour enfants font partie de mon actif soit comme bien détenu au moment de la faillite, soit comme bien futur, et j'accepte par la présente que tous ces éventuels remboursements soient remis en totalité au syndic. J'autorise donc le gouvernement du Canada à libérer toutes avances de ce genre et à les remettre à *Thorne Ernst & Whinney Inc.*

4. JE DEMANDE PAR LA PRÉSENTE que *Thorne Ernst & Whinney Inc.*, à titre de syndic, ait accès à tous renseignements concernant mes remboursements d'impôt sur le revenu (pré-faillite et post-faillite) ou à tout autre renseignement détenu par Revenu Canada - Impôt, et j'autorise Revenu Canada à divulguer ces renseignements à *Thorne Ernst & Whinney Inc.*»

Dans le rapport qu'il a transmis au registraire en conformité avec l'article 173, le syndic a inclus une copie de l'accord précité et recommandait que l'on prévoie à l'ordonnance fixant les modalités de la libération du failli une disposition selon laquelle tous les remboursements provenant de son remboursement personnel d'impôt sur le revenu post-faillite pour l'année d'imposition 1989 devaient être dévolus au syndic.

Dans chaque cas, le registraire, sans avertir le syndic que la formulation de l'ordonnance pouvait poser un problème, a émis une ordonnance incluant la clause suivante :

(TRADUCTION) «Il est en outre ordonné que le syndic retourne au failli tous les remboursements d'impôt sur le revenu post-faillite pour l'année d'imposition 1989.»

Ni le syndic, ni le failli ni les créiteurs n'ont été avisés de ce geste posé par le registraire, qui contredisait l'accord antérieurement conclu entre le failli et le syndic.

Selon le syndic, le présent appel porte sur les points suivants :

(TRADUCTION) «(1) les remboursements d'impôt sur le revenu constituent-ils un bien au sens de l'article 67 de la *Loi sur la faillite*?;

and I hereby agree that all such Income Tax refunds shall be delivered to the Trustee.

3(b). I ACKNOWLEDGE that any and all advances of the Child Tax Credit are an asset of my estate as either an asset upon bankruptcy or as an after-acquired asset and I hereby agree all such refunds shall be delivered to the Trustee intact, should I receive such funds. I hereby authorize the Government of Canada to release and forward any and all such advances to Thorne Ernst & Whinney Inc.

4. I HEREBY ADVISE that Thorne Ernst & Whinney Inc. as the Trustee of my estate in bankruptcy is to have access to any information about my income tax returns (for any periods, both pre and post-bankruptcy) or other such information that Revenue Canada Taxation may have and I authorize Revenue Canada to release any such information to Thorne Ernst & Whinney Inc. as may be requested by them at any time."

When the Trustee submitted its mandatory s. 173 report to the Registrar, it included a copy of the above-noted agreement and made the recommendation that the Order, Setting Terms for Discharge of the Bankrupt, include a provision that the bankrupt vest with the Trustee "all refunds from her (his) personal post-bankruptcy income tax return for the taxation year of 1989."

In each of these cases, the Registrar, without notice to the Trustee of any concern over the form of order, issued a different order setting terms for the discharge of the bankrupt with the following clause included:

"And it is further ordered that the Trustee return to the bankrupt all post-bankruptcy income tax refunds for the taxation year of 1989."

This action of the Registrar, in disregarding the previous agreement made between the bankrupt and the Trustee, was made without notice to the Trustee, the bankrupt or the creditors.

The Trustee has stated the issues on this appeal to be as follows:

"(1) Do income tax refunds constitute property for the purposes of s. 67 of the *Bankruptcy Act*;

(2) validité de la cession, par le failli, de ses remboursements d'impôt sur le revenu;

(3) pertinence de la jurisprudence dans cette affaire;

(4) force et effet des directives afférentes à la *Loi sur la faillite* et conséquence de ces directives sur l'interprétation des dispositions relatives à la faillite.»

À la lumière de ces points, les passages pertinents de la *Loi sur la faillite* sont d'abord la définition du terme *biens* à l'article 2 :

« *biens* Biens de toute nature, meubles ou immeubles, en droit ou en équité, qu'ils soient situés au Canada ou ailleurs. Leur sont assimilés les sommes d'argent, marchandises, droits incorporels et terres, ainsi que les obligations, servitudes et toute espèce de droits, d'intérêts ou de profits, présents ou futurs, actuels ou éventuels, dans des biens, ou en provenant ou s'y rattachant»;

puis l'article 67, ainsi libellé :

«Les biens d'un failli, constituant le patrimoine attribué à ses créanciers, ne comprennent pas les biens suivants :

(a) les biens détenus par le failli en fiducie pour toute autre personne;

(b) les biens qui, à l'encontre du failli, sont exempts d'exécution ou de saisie sous le régime de lois de la province dans laquelle sont situés ces biens et où réside le failli,

mais ils comprennent :

(c) tous les biens, où qu'ils soient situés, qui appartiennent au failli à la date de la faillite, ou qu'il peut acquérir ou qui peuvent lui être dévolus avant sa libération;

(d) les pouvoirs sur des biens ou à leur égard, qui auraient pu être exercés par le failli pour son propre bénéfice.»

L'incertitude exprimée par la jurisprudence en ce qui touche les remboursements d'impôt sur le revenu émane de l'article 68 de la *Loi sur la faillite*, selon lequel nonobstant l'article 67, le syndic doit, lorsque le failli a droit de recevoir un salaire, présenter une demande à la

(2) The question of the validity of the assignment by the bankrupt of his income tax returns;

(3) The particular relevance of the case law with regard to this matter; and

(4) The force and effect of the directives made pursuant to the *Bankruptcy Act* and the impact of these directives in the interpretation of the bankruptcy provisions."

With respect to these issues, the relevant portions of the *Bankruptcy Act* include the definition of property in s. 2 of the Act which is as follows:

"property includes money, goods, things in action, land and every description of property, whether real or personal, legal or equitable, and whether situated in Canada or elsewhere, and includes obligations, easements and every description of estate, interest and profit, present or future, vested or contingent, in, arising out of or incident to property;"

The other relevant section is s. 67 which is as follows:

"The property of a bankrupt divisible among his creditors shall not comprise

(a) property held by the bankrupt in trust for any other person,

(b) any property that as against the bankrupt is exempt from execution or seizure under the laws of the province within which the property is situated and within which the bankrupt resides,

but it shall comprise

(c) all property wherever situated of the bankrupt at the date of his bankruptcy or that may be acquired by or devolve on him before his discharge, and

(d) such powers in or over or in respect of the property as might have been exercised by the bankrupt for his own benefit."

The uncertainty expressed by the case law, dealing with income tax refunds, arises out of s. 68 of the *Bankruptcy Act*, which indicates that, notwithstanding s. 67, where the bankrupt is entitled to receive wages, in order to include those wages in the estate, the trustee must make

cour afin d'inclure ce salaire dans l'actif. Le point à trancher, donc, consiste à déterminer si les remboursements d'impôt sur le revenu représentent un salaire différé, qui serait par conséquent visé par l'article 68.

Dans la décision *Re Goulet* (1977), 24 C.B.R. (N.S.) 222, le juge Henry de la Cour Suprême de l'Ontario (en matière de faillites), appelé à déterminer si un remboursement d'impôt sur le revenu constituait un avoir de l'actif en tant que bien acquis ultérieurement, ou bien s'il s'agissait d'un salaire auquel le failli avait personnellement droit, écrit à la page 223 :

(TRADUCTION) «J'ai tenu compte du passage auquel réfère M. O'Reilly dans le jugement du juge Houlden concernant la cause *Re Szatmari*, 18 C.B.R. (N.S.) 309, (1972) 2 O.R. 348, 25 D.L.R. (3d) 508. À mon avis, le raisonnement qui sous-tend cette décision s'applique également à l'affaire qui nous occupe. Les sommes retenues sur le salaire de l'employé, qui est en l'occurrence le failli, sont versées par l'employeur en application de la Loi de l'impôt sur le revenu et détenues par le Ministre du revenu national à l'encontre de la dette fiscale de l'employé. S'il n'est pas nécessaire d'imputer cet argent sur une dette fiscale, il est remis au contribuable. Quand le Ministre retourne l'argent, celui-ci passe aux mains du contribuable, c'est-à-dire dans ce cas le failli, sous forme de salaire différé. Cet argent est toujours considéré comme une retenue salariale et ne perd jamais son statut de salaire jusqu'à ce que le Ministre s'en serve pour rembourser une portion quelconque de la dette fiscale. Cependant, comme j'ai dit, on ne peut dire la même chose du montant retourné par l'employé par le truchement du crédit fiscal de l'Ontario.»

Il faut noter que, dans ce cas, nulle part il n'est dit que le failli a cédé au syndic le remboursement d'impôt sur le revenu. Dans un cas entendu ultérieurement, *Re Walker* (1982), 43 C.B.R. (N.S.) 319, opposant d'une part une banque qui détenait une cession des actifs du failli, et d'autre part le syndic auquel le failli avait remis le chèque du remboursement d'impôt sur le revenu au moment de la cession de biens, la Cour Suprême de l'Ontario (en matière de faillite) avait jugé que, conformément à l'arrêt *Re Goulet*, les fonds ne pouvaient être cédés à la banque et faisaient par conséquent partie de l'actif du failli, même si le remboursement d'impôt constituait un salaire différé.

Dans *Re Bouffard* (1989), 24 C.B.R. (N.S.) 318, M. le registraire Ferron de la Cour Suprême de l'Ontario (en matière de faillite) estime que lorsque le failli a cédé au

an application to the court. The issue is, then, whether or not income tax refunds should be characterized as deferred wages and, therefore, subject to s. 68 of the Act.

In *Re Goulet* (1977), 24 C.B.R. (N.S.) 222, Henry, J. of the Supreme Court of Ontario (In Bankruptcy), when dealing with the issue of whether an income tax refund was an asset of the estate, as after acquired property, or whether it was in the nature of wages to which the bankrupt would have been personally entitled, said at page 223:

"I have considered the authority referred to me by Mr. O'Reilly in the judgment of Houlden J. in *Re Szatmari*, 18 C.B.R. (N.S.) 309, [1972] 2 O.R. 348, 25 D.L.R. (3d) 508. It appears to me that the rationale of that decision is applicable in the case before me. The deductions from the earnings of the employee, in this case the bankrupt, are remitted by the employer pursuant to the Income Tax Act and are held by the Minister of National Revenue against the tax liability of the employee. Those moneys, if not required to be applied against taxes owing, are then remitted to the taxpayer. When the minister returns the fund it then comes into the hands of the taxpayer, in this case the bankrupt, in the form of deferred wages. the fund in question is identified throughout as a deduction from wages earned and never loses its character as wages until it is finally applied by the minister to defray some portion of the tax liability. As I have said, however, the same cannot be said of the amount being returned to the employee by way of the Ontario tax credit."

It should be noted that, in that case, there is no mention of the bankrupt having made an assignment of the income tax refund to the trustee. In a later case, *Re Walker* (1982), 43 C.B.R. (N.S.) 319, the Ontario Supreme Court (In Bankruptcy), in determining a dispute between a bank which held an assignment of assets of the bankrupt and the trustee, who had been given the cheque for the income tax refund by the bankrupt at the time of the assignment in bankruptcy, held, in following *Re Goulet*, the funds could not be validly assigned to the bank and, therefore, were included in the bankrupt's estate even though the tax refund constituted deferred wages.

In *Re Bouffard* (1989), 24 C.B.R. (N.S.) 318, Registrar Ferron, of the Ontario Supreme Court (In Bankruptcy), held that, where the trustee had an assignment from the

syndic le remboursement d'impôt sur le revenu post-faillite, ce remboursement fait partie de l'actif répartissable parmi les créiteurs. Selon M. le registraire Ferron, le cas *Goulet* est différent en ce qu'il n'y avait ni cession du remboursement post-faillite, ni ordonnance du tribunal concernant les biens acquis ultérieurement. En appel, le juge Saunders de la Cour Suprême de l'Ontario faisait remarquer, dans une décision non publiée en date du 27 avril 1990, que :

(TRADUCTION) «Habituellement, le salaire post-faillite ne fait pas partie de l'actif — voir l'article 67(c). S'il souhaite englober ces gains dans l'actif, le syndic doit recourir à l'article 68.

Dans cette affaire, le failli a autorisé par écrit le syndic à inclure tout remboursement dans l'actif.

Rien n'indique que le failli n'était pas lié par cette autorisation.

J'entérine respectueusement l'opinion de M. le registraire, selon laquelle l'existence de l'autorisation distingue ce cas de l'arrêt *Re Goulet* (1977) 24 C.B.R. (N.S.) 222.»

À mon avis, on peut concilier ces cas simplement en déterminant s'il y avait ou non cession du remboursement d'impôt sur le revenu; dans l'affirmative, les remboursements d'impôt sur le revenu (aussi bien les retenues salariales que les crédits fiscaux) deviennent donc une partie de l'actif du failli. S'il n'y a pas eu cession particulière, toute portion du remboursement constituée d'un crédit fiscal fait partie de l'actif, mais les sommes prélevées sur le salaire doivent être retournées au failli à moins qu'une demande n'ait été formulée en vertu de l'article 68. Il se peut que l'arrêt *Re Walker* puisse brouiller les choses puisque dans cette affaire il n'y avait pas d'autorisation précise sous la forme privilégiée, mais ce cas se distingue en ce que le failli avait remis un chèque au syndic.

Dans leur argumentation écrite et orale, les avocats ont fait mention des Directives publiées par le surintendant des faillites en application de la *Loi sur la faillite*, et plus particulièrement de la directive 9R (15 avril 1988) concernant l'obligation de produire une déclaration d'impôt. On peut penser que le registraire, dans ce cas, ait pu se référer à la directive 9R en ordonnant que le syndic retourne aux faillis les remboursements d'impôt sur le revenu; on allègue aussi que la directive entrerait en contradiction soit avec la *Loi sur la faillite*, soit avec la jurisprudence relative aux remboursements d'impôt. Je ne trouve rien dans la directive 9R qui soit incompatible

bankrupt of the post-bankruptcy income tax refund, the refund formed part of the bankrupt's estate distributable among his creditors. Registrar Ferron distinguished the *Goulet* case on the basis that, in *Goulet*, there was neither an assignment of the post-bankruptcy refund nor an order of the court dealing with after-acquired assets. On appeal, Saunders, J. of the Supreme Court of Ontario held, in an unreported decision dated April 27, 1990 that:

"In the usual course post-bankruptcy wages are not part of the estate — see s. 67(c). The trustee if he wishes to bring those earnings into the estate must resort to s. 68.

In this case the bankrupt authorized the trustee in writing to include any refund as an estate asset.

There is no evidence to suggest that the bankrupt was not bound by that authorization.

I would respectfully agree with the learned Registrar that the existence of the authorization distinguishes this case from *Re Goulet* (1977) 24 C.B.R. (N.S.) 222."

In my view, the cases can be reconciled by single reference as to whether or not an assignment of the income tax refund was in place and if so, the income tax refunds, both the deductions from salary and any tax credits, thereby become part of the bankrupt's estate. IN the absence of a specific assignment, any tax credit portion of the refund is part of the estate, but those amounts deducted from wages must be returned to the bankrupt unless an application has been made pursuant to s. 68. *Re Walker* is the case that perhaps confuses the issue because, in that case, there was not a specific authorization in the preferred form, but it can be distinguished since in that case there was a cheque given by the bankrupt to the trustee.

Counsel have, in their written and oral arguments, referred to the Directives, pursuant to the *Bankruptcy Act*, which are published by the Superintendent of Bankruptcy and specifically directive No. 9R — requirement to file an income tax return dated April 15, 1988. There is some suggestion that the Registrar in this case may have been relying on Directive 9R when he ordered that the trustee return the income tax refunds to the bankrupts and a further suggestion that the Directive is inconsistent with either the *Bankruptcy Act* or the case law dealing with tax refunds. I am unable to find anything in Directive 9R which is inconsistent with the Act and am

avec la Loi, et je ne puis déterminer si le registraire s'est référé à la directive pour émettre son ordonnance. L'avocat du surintendant estime que le syndic n'aurait peut-être pas dû recourir à la fois à une lettre d'autorisation et à une ordonnance du tribunal pour faire transférer un remboursement d'impôt dans l'actif d'un failli, mais je suis d'avis contraire puisque l'ordonnance que le syndic a proposée au registraire ne faisait qu'incorporer les conditions acceptées par le failli comme modalités de sa libération. Je ne puis conclure qu'en disposant à la fois de l'autorisation et de l'ordonnance du tribunal, le syndic perd le bénéfice du remboursement d'impôt sur le revenu ou qu'il a de ce fait contrevenu aux directives ou à la Loi.

En conclusion, j'estime que le registraire a erré en ordonnant que les remboursements d'impôt sur le revenu post-faillite soient retournés aux faillis. Une ordonnance sera émise selon la formulation initialement proposée par le syndic.

unable to determine that the Registrar relied on the Directive in making the order he did. Counsel for the Superintendent suggests that it may have been inappropriate for the Trustee to use both an authorization letter and a court order to effect the transfer of a tax refund from a bankrupt to the bankrupt's estate but, I do not agree since the order proposed by the trustee for issuance by the Registrar simply incorporated the agreements made by the bankrupt as conditions to his discharge. I am unable to conclude, by having both the authorization and the court order, that the trustee thereby loses the benefit to the estate of the income tax refund or has thereby contravened the Directives or the Act.

In conclusion, I find that the Registrar was in error in ordering the return to the bankrupts of the post-bankruptcy income tax refunds. An order shall issue in the form originally submitted by the trustee.

Statistiques

FAILLITES

août 1990

Statistics

BANKRUPTCIES

August 1990

	Mois courant — Current month			Cumul pour l'année — Yearly to date		
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total Total
T.-N./Nfld.	28	8	36	281	56	337
N.-É./N.S.	151	47	198	1,049	300	1,349
I.P.-É./P.E.I.	7	1	8	24	12	36
N.-B./N.B.	54	13	67	309	90	399
Québec	1,294	375	1,669	8,514	2,886	11,400
Ontario	1,508	276	1,784	9,268	1,680	10,948
Manitoba	156	37	193	1,150	256	1,406
Saskatchewan	115	48	163	844	442	1,286
Alberta	392	101	493	2,340	718	3,058
C.-B./B.C.	238	86	324	1,841	745	2,586
T.N.-O./N.W.T.	0	0	0	0	0	0
Yukon	0	0	0	6	1	7
Canada	3,943	992	4,935	25,626	7,186	32,812

PROPOSITIONS

août 1990

PROPOSALS

August 1990

	Mois courant — Current month	Cumul pour l'année — Yearly to date
T.-N./Nfld.	0	2
N.-É./N.S.	1	5
I.P.-É./P.E.I.	0	0
N.-B./N.B.	2	4
Québec	28	154
Ontario	46	325
Manitoba	2	10
Saskatchewan	0	0
Alberta	1	6
C.-B./B.C.	1	37
T.N.-O./N.W.T.	0	0
Yukon	0	0
Canada	81	543

FAILLITES COMMERCIALES SIGNALÉES AU COURS DU MOIS D'AOUT 1990, PAR PROVINCE, PAR GENRE
D'INDUSTRIE AVEC PASSIFS ET DONNÉES CUMULATIVES

BUSINESS BANKRUPTCIES REPORTED IN THE MONTH OF AUGUST 1990, BY PROVINCE, BY TYPE OF
INDUSTRY WITH LIABILITIES AND CUMULATIVE FIGURES

	Mois Courant — Current month		Cumul pour l'année — Yearly to date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRE-NEUVE/NEWFOUNDLAND				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries.....	3	140,159	7	12,844,633
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	3	911,910
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	0	0	0	0
Industries de la construction				
Construction industries	0	0	5	197,741
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	1	17,480	10	1,812,338
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	1	46,573
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	1	86,500
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	2	293,541	17	5,055,173
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	2	5,083,798	4	5,398,124
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	0	0	7	292,517
Autres industries de services				
Other service industries	0	0	1	26,403
Total	8	5,534,978	56	26,671,912

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVELLE-ÉCOSSE/NOVA SCOTIA				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	0	0	2	217,043
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries.....	11	625,187	76	3,630,082
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	2	140,132	4	565,979
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	2	149,115	12	8,227,690
Industries de la construction				
Construction industries	11	1,608,958	58	10,157,790
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	2	10,923,111	24	15,522,245
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	8	3,160,626
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	5	1,775,971	47	27,740,139
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	0	0	2	184,991
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	5	633,025	10	1,852,584
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	0	0	12	1,825,218
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	1	790,732
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	1	96,483	1	96,483
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	0	0	3	1,283,198
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	2	170,871	22	2,928,275
Autres industries de services				
Other service industries	6	2,049,657	18	5,321,752
Total	47	18,172,510	300	83,504,827

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
ILE DU PRINCE-ÉDOUARD/PRINCE EDWARD ISLAND				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	0	0	2	1,034,850
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries.....	0	0	2	120,600
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries.....	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	0	0	0	0
Industries de la construction				
Construction industries.....	0	0	0	0
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	0	0	1	342,073
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	1	20,000	1	20,000
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	0	0	0	0
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	0	0	1	1,152,808
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	0	0	3	154,521
Autres industries de services				
Other service industries	0	0	2	56,828
Total	1	20,000	12	2,881,680

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
NOUVEAU-BRUNSWICK/NEW BRUNSWICK				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	0	0	4	762,677
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries.....	2	50,689	6	195,511
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	2	220,000
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	0	0	8	2,532,573
Industries de la construction				
Construction industries.....	1	129,400	13	1,991,816
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	0	0	7	275,895
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	2	79,499	2	79,499
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	6	30,971,807
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	4	914,952	17	7,783,843
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	0	0	2	329,671
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	1	168,342	3	332,194
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	0	0	1	118,280
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	2	162,780	13	1,693,835
Autres industries de services				
Other service industries	1	33,820	6	297,423
Total	13	1,539,482	90	47,585,024

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
QUÉBEC				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	5	2,234,664	42	10,524,687
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries.....	1	111,596	12	6,060,579
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries.....	1	196,062	31	5,109,339
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	0	0	3	231,540
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	33	8,339,555	263	110,509,860
Industries de la construction				
Construction industries	40	5,393,077	309	60,918,283
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	8	1,262,414	143	36,902,453
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	21	2,856,084
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	49	12,834,532	242	95,686,149
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	126	22,028,164	835	203,587,662
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	4	975,169	28	7,546,726
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	7	6,554,788	44	47,096,510
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	18	1,563,098	149	30,451,878
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	2	2,013,093	12	3,316,628
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	3	621,254	14	1,353,108
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	5	1,686,192	36	13,859,337
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	41	11,983,137	391	62,617,565
Autres industries de services				
Other service industries	32	2,374,938	311	87,895,991
Total	375	80,171,733	2,886	786,524,379

* Tel que déclaré par les débiteurs
* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors
* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
ONTARIO				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries.....	6	1,101,519	23	3,620,491
Industries de la pêche et du piègeage				
Fishing & Trapping industries.....	0	0	1	74,811
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries.....	1	100,000	5	577,126
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	0	0	4	6,520,047
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	31	14,572,529	172	126,480,137
Industries de la construction				
Construction industries.....	50	24,504,212	283	91,094,560
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	17	3,824,227	105	22,660,593
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	1	3,008	12	911,072
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	15	2,265,914	109	31,456,583
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries.....	61	10,644,065	445	97,708,794
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	1	1,001	10	15,893,962
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	4	467,495	26	4,969,699
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	20	3,697,187	124	24,006,285
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	1	36,897	9	1,757,184
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	2	59,392	3	148,044
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries.....	8	830,159	25	12,382,825
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	37	7,469,222	192	52,244,041
Autres industries de services				
Other service industries.....	21	2,011,733	132	39,186,295
Total	276	71,588,560	1,680	531,692,549

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
MANITOBA				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	3	455,716	11	1,009,870
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries.....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries	0	0	1	337,620
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	1	147,405	18	3,024,195
Industries de la construction				
Construction industries	4	537,421	24	2,395,898
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	5	2,078,911	34	4,040,125
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	4	170,255
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	4	172,843	29	4,432,473
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	9	647,908	56	6,605,318
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	0	0	6	532,674
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	0	0	7	465,707
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	2	233,098
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	1	50,300
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	0	0	1	92,500
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	8	1,183,546	37	3,979,645
Autres industries de services				
Other service industries	3	362,335	25	3,641,108
Total	37	5,586,085	256	31,010,786

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
SASKATCHEWAN				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	12	852,219	140	25,910,530
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries.....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	1	31,329
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries.....	1	222,175	2	1,075,808
Industries manufacturières Manufacturing industries.....	2	56,028	10	1,899,000
Industries de la construction Construction industries.....	5	3,360,569	47	25,390,739
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	2	106,134	31	4,099,588
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries.....	0	0	3	81,466
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	4	889,536	16	4,531,260
Industries du commerce de détail Retail trade industries	7	512,380	78	10,729,948
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries.....	0	0	5	1,573,672
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries.....	2	1,221,874	15	2,955,188
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	2	136,142	15	1,613,962
Industries des services gouvernementaux Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries	0	0	2	498,039
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries.....	8	812,778	56	13,617,979
Autres industries de services Other service industries	3	443,071	21	2,090,254
Total	48	8,612,906	442	96,098,762

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
ALBERTA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	2	932,590	48	12,850,688
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries.....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries.....	1	16,861	2	110,708
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries.....	3	436,043	21	10,250,172
Industries manufacturières Manufacturing industries.....	7	850,040	37	7,428,569
Industries de la construction Construction industries.....	13	10,699,522	128	37,529,491
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	13	752,767	82	9,219,386
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries.....	5	310,558	10	451,710
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	3	604,184	22	5,788,758
Industries du commerce de détail Retail trade industries	24	2,212,860	142	32,605,733
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries.....	1	139,058	8	1,744,973
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries.....	3	3,867,183	25	11,052,376
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	8	1,581,762	65	11,567,353
Industries des services gouvernementaux Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries	1	371,760	9	3,497,027
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries.....	7	2,345,165	61	11,124,367
Autres industries de services Other service industries	10	707,333	58	7,180,081
Total	101	25,827,686	718	162,401,392

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
COLOMBIE-BRITANNIQUE/BRITISH COLUMBIA				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	1	56,807	11	979,176
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries.....	1	150,225	9	601,787
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries.....	1	26,736	25	6,050,344
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	0	0	4	2,916,164
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	7	580,077	60	13,326,607
Industries de la construction				
Construction industries.....	12	1,102,713	135	24,080,425
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	10	1,605,914	71	9,350,487
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	4	482,204
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	9	2,391,839	48	28,109,722
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	21	2,709,880	141	20,130,904
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	0	0	8	11,445,010
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	1	2,418,382	13	8,047,467
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	3	298,598	52	24,749,041
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	1	28,933
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	0	0	17	2,968,558
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	16	4,341,267	95	17,841,097
Autres industries de services				
Other service industries	4	630,214	51	5,345,709
Total	86	16,312,652	745	176,453,635

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
TERRITOIRES DU NORD-OUEST/NORTHWEST TERRITORIES				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries.....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries.....	0	0	0	0
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	0	0	0	0
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	0	0	0	0
Industries de la construction				
Construction industries.....	0	0	0	0
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	0	0	0	0
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries.....	0	0	0	0
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries.....	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	0	0	0	0
Autres industries de services				
Other service industries.....	0	0	0	0
Total	0	0	0	0

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant — Current Month		Cumul pour l'année — Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
YUKON				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	0	0	0	0
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries.....	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	1	83,500
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries.....	0	0	0	0
Industries manufacturières Manufacturing industries.....	0	0	0	0
Industries de la construction Construction industries	0	0	0	0
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	0	0	0	0
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	0	0	0	0
Industries du commerce de détail Retail trade industries	0	0	0	0
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries.....	0	0	0	0
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries.....	0	0	0	0
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	0	0	0	0
Industries des services gouvernementaux Government service industries.....	0	0	0	0
Industries des services d'enseignement Educational service industries.....	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries	0	0	0	0
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries.....	0	0	0	0
Autres industries de services Other service industries	0	0	0	0
Total	0	0	1	83,500

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
CANADA				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	29	5,633,515	283	56,910,012
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries.....	18	1,077,856	113	23,528,003
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries.....	6	479,791	74	13,660,235
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries.....	4	658,218	35	21,331,351
Industries manufacturières				
Manufacturing industries.....	83	24,694,749	580	273,428,631
Industries de la construction				
Construction industries	136	47,335,872	1,002	253,756,743
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	58	20,570,958	508	104,225,183
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries.....	8	393,065	57	5,078,863
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	85	19,178,848	482	204,243,878
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	259	41,739,721	1,778	411,947,514
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries.....	6	1,115,228	61	38,389,334
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries.....	24	20,246,545	145	82,234,293
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	52	7,445,129	427	95,011,638
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries.....	3	2,049,990	25	6,126,575
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries.....	6	777,129	19	1,647,935
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries	14	2,888,111	95	35,852,572
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries.....	121	28,468,766	877	166,493,842
Autres industries de services				
Other service industries	80	8,613,101	625	151,041,844
Total	992	233,366,592	7,186	1,944,908,446

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

**FÀILLITÉS
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN AOUT 1990
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN AUGUST 1990
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
T.-N./NFLD.						
ST-JOHN'S	8	2	0	10	270,255	619,643
AUTRES/OTHERS	20	6	0	26	473,843	5,591,371
TOTAL	28	8	0	36	744,098	6,211,014
N.-É./N.S.						
HALIFAX	60	17	0	77	1,290,051	3,544,816
SYDNEY	14	3	1	18	2,006,070	11,233,626
SYDNEY MINES	6	1	0	7	611,838	1,370,693
AUTRES/OTHERS	71	26	0	97	3,507,957	5,414,032
TOTAL	151	47	1	199	7,415,916	21,563,167
I.P.-É./P.E.I.						
CHARLOTTETOWN	6	0	0	6	92,205	277,439
AUTRES/OTHERS	1	1	0	2	1,780	40,838
TOTAL	7	1	0	8	93,985	318,277
N.-B./N.B.						
FREDERICTON	3	1	0	4	76,800	86,719
MONCTON	9	5	2	16	873,640	976,726
SAINT-JOHN	6	2	0	8	359,725	357,424
AUTRES/OTHERS	36	5	0	41	726,376	2,080,985
TOTAL	54	13	2	69	2,036,541	3,501,854
QUÉBEC						
BAIE-COMEAU	4	1	0	5	4,725	260,376
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	14	21	0	35	1,380,775	1,946,752
DRUMMONDVILLE	11	3	0	14	57,130	183,604
GRANBY	19	3	1	23	1,854,250	2,117,237
HULL/GATINEAU/AYLMER	91	9	0	100	1,650,937	3,974,246
MONTRÉAL	557	106	8	671	27,237,094	71,148,067
QUÉBEC	103	32	8	143	11,229,711	17,083,858
RIMOUSKI	1	1	0	2	11,390	46,965
ROUYN	8	1	0	9	27,239	158,067
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	11	1	0	12	150,950	396,136
SHAWINIGAN	4	2	0	6	27,450	373,807
SHERBROOKE	20	16	0	36	2,899,399	4,125,402
SOREL	5	2	0	7	104,700	376,110
ST-HYACINTHE	14	3	1	18	165,284	982,337
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	12	0	0	12	138,692	212,097
ST-JÉRÔME	15	2	1	18	844,408	2,214,598
THETFORD MINES	5	1	0	6	6,320	71,174
TROIS-RIVIÈRES	17	10	2	29	4,335,474	5,195,282
VICTORIAVILLE	7	5	0	12	62,449	474,003
AUTRES/OTHERS	376	156	7	539	36,894,446	50,975,225
TOTAL	1,294	375	28	1,697	89,082,823	162,315,343

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN AOÛT 1990
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN AUGUST 1990
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ONTARIO						
BARRIE	21	0	0	21	191,950	781,971
BELLEVILLE	10	0	0	10	21,883	139,778
BRANTFORD	13	1	0	14	35,275	281,401
BROCKVILLE	7	0	0	7	900	57,772
CHATHAM	12	3	0	15	39,650	380,571
CORNWALL	17	6	0	23	467,489	5,354,056
GUELPH	16	0	0	16	32,122	296,452
HAMILTON	83	9	2	94	3,887,131	8,093,736
KINGSTON	17	10	1	28	917,508	1,972,159
KITCHENER	45	6	3	54	3,549,291	5,122,208
LONDON	37	12	1	50	10,877,703	16,924,775
MIDLAND	0	0	0	0	0	0
NORTH BAY	10	0	0	10	27,950	182,326
ORILLIA	3	0	0	3	3,450	23,850
OSHAWA	39	5	1	45	1,338,361	2,317,796
OTTAWA	124	27	1	152	4,077,522	8,209,953
OWEN SOUND	1	0	0	1	1,000	9,578
PETERBOROUGH	17	2	0	19	644,300	1,045,363
SARNIA	9	5	0	14	273,395	466,674
SAULT-STE-MARIE	23	1	0	24	6,619,250	9,199,287
ST-CATHARINES/NIAGARA	62	7	1	70	1,523,835	3,331,389
STRATFORD	1	1	0	2	3,294	40,237
SUDBURY	21	0	0	21	215,000	436,239
THUNDER BAY	6	3	0	9	28,790	516,322
TORONTO	549	102	32	683	27,624,407	102,763,900
TRENTON	3	0	0	3	3,000	31,013
WINDSOR	34	5	2	41	2,332,091	6,357,844
AUTRES/OTHERS	328	71	2	401	13,343,786	35,527,508
TOTAL	1,508	276	46	1,830	78,080,333	209,864,158
MANITOBA						
WINNIPEG	120	22	2	144	3,782,650	6,163,209
AUTRES/OTHERS	36	15	0	51	2,156,159	3,899,182
TOTAL	156	37	2	195	5,938,809	10,062,391
SASKATCHEWAN						
MOOSE JAW	6	1	0	7	119,156	433,538
PRINCE ALBERT	2	0	0	2	113,575	147,555
REGINA	34	9	0	43	2,105,239	2,655,597
SASKATOON	36	17	0	53	2,544,474	6,880,140
AUTRES/OTHERS	37	21	0	58	2,318,878	3,480,298
TOTAL	115	48	0	163	7,201,322	13,597,128

**FAILLÎTES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN AOÛT 1990
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN AUGUST 1990
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals	Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
ALBERTA						
CALGARY	165	34	0	199	6,180,522	12,227,815
EDMONTON	97	28	0	125	3,340,664	8,935,941
MEDICINE HAT	9	5	0	14	697,355	862,278
AUTRES/OTHERS	121	34	1	156	5,755,279	19,308,999
TOTAL	392	101	1	494	15,973,820	41,335,033
C.-B./B.C.						
CHILLIWACK	1	0	0	1	52,350	74,362
COURTENAY	2	1	0	3	111,921	479,428
KAMLOOPS	4	2	0	6	138,043	524,871
KELOWNA	8	0	0	8	26,100	173,468
NANAIMO	1	0	0	1	1,840	61,865
PRINCE-GEORGE	9	0	0	9	141,430	195,567
TERRACE	2	1	0	3	94,775	187,163
VANCOUVER	112	29	0	141	2,248,487	8,004,652
VERNON	4	2	0	6	19,598	190,817
VICTORIA	20	10	1	31	307,955	1,648,621
AUTRES/OTHERS	75	41	0	116	2,463,446	13,098,389
TOTAL	238	86	1	325	5,605,945	24,639,203
T.N.-O./N.W.T.						
TOTAL	0	0	0	0	0	0
YUKON						
TOTAL	0	0	0	0	0	0
CANADA						
TOTAL	3,943	992	81	5,016	212,173,592	493,407,568

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

Rapport du mois d'août 1990 Report for the month of August 1990	Provinces participantes Participating Provinces					
	Colombie- Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nouvelle-Écosse	Ile du Prince- Édouard
	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nova Scotia	Prince Edward Island
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois	64	16	14	13	62	0
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month						169
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion	373,117.45	86,638.95	35,342.23	33,776.62	186,606.69	12,158.33
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month						727,640.27
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion	21,446.67	188,058.79	83,339.21	31,289.00	218,109.00	7,617.01
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month						549,859.68
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois	61	17	7	3	52	0
Total number of terminations and defaults during the month						140

**Adresse des bureaux du Surintendant des faillites
Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy**

**Consommateurs et Sociétés Canada - Faillites
Consumer and Corporate Affairs Canada - Bankruptcy**

1400-800 Burrard St.
Vancouver, B.C.
V6Z 2H8
Tel: 604/666-5007

260 St. Mary Ave.
Room 203
Winnipeg, Manitoba
R3C 0M6
Tel: 204/983-3229

25 St. Clair Avenue East
7th Floor
Toronto, Ontario
M4T 1M2
Tel: 416/973-6486

Third Floor, Sam Livingston Bldg.
510-12 Avenue S.W.
Calgary, Alberta
T2R 0H3
Tel: 403/292-5607

10 John Street South
6th Floor, Room 655
Hamilton, Ontario
L8N 4A7
Tel: 416/572-2847

Complexe Guy-Favreau
200, boul. René-Lévesque O.
Suite 510, Tour Est
Montréal, Québec
H2Z 1X4
Tél: 514/283-6192

10225-100th Avenue
Edmonton, Alberta
T5J 0A1
Tel: 403/495-2476

The Federal Building
451 Talbot Street, Room 302
London, Ontario
N6A 5C9
Tel: 519/645-4034

112, rue Dalhousie
3ième étage
Québec, Québec
G1K 4C1
Tél: 418/648-4280

2212 Scarth Street
Regina, Sask.
S4P 2J6
Tel: 306/780-5391

255 Argyle Avenue
Ground Floor
Ottawa, Ontario
K2P 1B8
Tel: 613/995-2994

1335 King ouest
Bureau 402
Sherbrooke, Québec
J1J 2B8
Tél: 819/564-5742

105-21st Street East
Saskatoon, Sask.
S7K 0B3
Tel: 306/975-4298

127 Cedar Street
Suite 702, 7th Floor
Sudbury, Ontario
P3E 1B1
Tel: 705/671-0636

1489 Hollis Street
Suite 1500
Halifax, Nova Scotia
B3J 3M5
Tel: 902/426-2900

**En cas de changement d'adresse, s.v.p. aviser
notre bureau le plus tôt possible en complétant et
retournant le formulaire ci-dessous à l'adresse
suivante:**

**If change of address, please advise our office as
soon as possible by filling in and returning the
completed form hereunder to the following
address:**

**Bulletin sur l'Insolvabilité
Consommateurs et Sociétés - Canada
Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec) .
K1A 0C9**

**Insolvency Bulletin
Consumer and Corporate Affairs - Canada
Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9**

Indiquer les lettres et les chiffres qui figurent sur l'étiquette-adresse		Quote all letters and numbers shown on address label		Code d'abonnement Subscription Code	
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse			Change of Address Notice to Publisher		
Nom		Name			
Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue			P.O. Box, R.R. or Apt. No., No. and Street		
Ville	City	Province	Canada	Postal CODE postal	
Le destinataire est déménagé à: Case postale, no de R.R. ou d'app., no et rue			The Addressee has Moved to: P.O. Box, R.R. or Apt. No., and Street		
Ville	City	Province		Postal CODE postal	

R RG36-4D 1299 17020771S *
C & C A
LIBRARY - HARRINGTON E A
PL DU PORTAGE PH I 12TH FL
HULL - QUEBEC *
ON K1A 0C9



If undelivered, return COVER ONLY to:
Canadian Government Printing Office,
Supply and Services Canada,
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:*
Imprimerie du gouvernement canadien,
Approvisionnement et Services Canada,
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull, Québec, Canada, K1A 0S7



Consommation
et Corporations
Canada

Consumer and
Corporate Affairs
Canada

